

Un réseau de soutien pour les familles des délinquants

Le Comité canadien pour l'Année internationale de la famille a récemment affirmé que la famille restait universellement reconnue comme l'unité de base de la société et qu'elle continuait à être la structure privilégiée pour donner et recevoir un soutien émotif et matériel⁽²⁾. De plus, malgré ses problèmes, la famille demeure, pour les Canadiens, la plus importante source de satisfaction personnelle⁽³⁾.

La permanence de la famille est évidente pour tous les prestataires de soins. Les responsables des systèmes de services de santé, par exemple, reconnaissent en elle le principal prestataire de soins de notre société. Cette vision doit aussi éclairer notre intervention face à l'activité criminelle. La famille demeure le lieu primordial de la croissance et de l'évolution personnelles. Même dans les familles dont les membres entretiennent des relations malsaines, il est préférable de considérer celles-ci comme des éléments dynamiques qui peuvent être transformés que comme des chaînes qu'il faut rompre⁽⁴⁾.

Cet article décrit certaines des pressions qui s'exercent sur les familles des délinquants et brosse un tableau du réseau de programmes mis en place pour appuyer cette composante essentielle du processus de réadaptation des délinquants. La prison - une expérience négative pour la famille Nous ne songeons guère à la famille que s'il se produit une crise. Or, l'emprisonnement constitue justement une crise, et l'incarcération d'une personne a une incidence majeure sur les autres membres de la famille. Les chercheurs ont distingué huit grandes sources d'inquiétude pour les familles des hommes incarcérés:

- les problèmes d'argent;
- l'obligation pour la mère d'élever ses enfants seule;
- la solitude en général;
- les craintes liées à la mise en liberté du délinquant;
- les problèmes de logement;
- l'isolement au sein de la collectivité;
- les craintes au sujet du traitement du délinquant pendant son incarcération⁽⁵⁾.

Il est toutefois plus facile d'exprimer cette incidence négative si elle est personnalisée. Le parent d'un détenu a par exemple affirmé que les responsables des services correctionnels ne répondaient pas aux demandes de renseignements, qu'ils ne se souciaient pas de la saleté des salles de bain et du fait qu'il y avait de la gomme à mâcher collée au plancher, qu'ils étaient indifférents à l'état délabré du mobilier dans les aires réservées aux visites familiales privées, qu'ils ne toléraient pas les critiques et qu'ils étaient susceptibles de passer sur le détenu leur colère à l'endroit du membre de la famille qui osait se plaindre.

Exacte ou pas, cette description traduit la façon dont une personne voit ses rapports avec le milieu correctionnel. Pour les membres de la famille, le milieu carcéral apparaît généralement comme un environnement hostile et complexe. Coupés des autres personnes qui vivent des situations analogues, ils tendent à croire que leurs difficultés sont insolubles. Ils ont besoin d'un soutien et sont souvent disposés à le recevoir. Moyens de venir en aide aux familles Il y a six moyens de venir en aide aux familles:

- accroître les ressources généralement mises à leur disposition;

- offrir un soutien aux familles particulièrement vulnérables (par exemple, aider une famille qui dépend de l'assistance sociale à acquitter ses factures de téléphone et à payer ses frais de déplacement);
- aider les membres de la famille à mieux assumer leurs responsabilités;
- offrir un soutien et des services supplémentaires (par exemple, de garde d'enfants);
- aider les membres de la famille à traverser les périodes de transition (par exemple, au moment de la mise en liberté du détenu);
- renforcer les mécanismes de soutien communautaires⁽⁶⁾.

Le Regroupement canadien pour le bien-être des familles des prisonniers(ières) Le Regroupement canadien pour le bien-être des familles des prisonniers(ières) été créé afin d'aider les familles des détenus à se prendre en main⁽⁷⁾, c'est-à-dire avoir la maîtrise de leur vie et de leur avenir.

Il est composé de citoyens à l'esprit communautaire, de groupes de bénévolat, d'organismes privés, de comités de détenus et de responsables de services correctionnels qui se soucient tous d'améliorer le bien-être des familles des délinquants. Ces divers intervenants ne disposent pas tous des mêmes ressources et sont rarement en communication les uns avec les autres. Ensemble, ils peuvent cependant avoir une action authentique et durable.

D'après son acte constitutif, le Regroupement vise à favoriser la prise en charge, le partage des ressources et l'élaboration de politiques, de pratiques et de programmes permettant aux détenus et à leur famille de cultiver des relations familiales et communautaires complètes.

Le Regroupement a pour but fondamental de faire reconnaître la contribution que les familles peuvent faire au processus de justice pénale et de leur permettre de se faire entendre au moyen d'initiatives pertinentes en matière de recherches, de politiques et de programmes. Mais d'abord et avant tout, il vise à favoriser la communication entre ses membres.

Les parents de détenus jouent un rôle important dans le Regroupement. Certains siègent au comité directeur et tous peuvent prendre part aux réunions et aux projets. La plupart des décisions sont fondées sur un consensus.

En octobre 1993, le Regroupement a été l'hôte de la Conférence nord-américaine sur la famille et le système correctionnel, qui a eu lieu à Québec. Des séances de consultation sur la politique relative à la famille des délinquants devaient avoir lieu en Alberta en février 1995. Le Regroupement à l'oeuvre Le travail accompli par certains membres du Regroupement canadien pour le bien-être des familles des prisonniers(ières) donne une bonne image de l'énergie investie dans l'aide aux familles des délinquants. À Kingston (Ontario), les parents de détenus qui viennent de l'extérieur de la ville peuvent rester à Bridge House pendant leurs visites. Les parents de détenus et d'ex-détenus jouent un rôle important dans le fonctionnement de l'organisme, qui administre actuellement deux résidences au moyen d'un budget annuel de 400 000 \$. Il existe un programme semblable en Colombie-Britannique.

Le programme Les femmes dans l'ombre de Fredericton (Nouveau-Brunswick) permet aux épouses des détenus de se rencontrer chaque semaine pour participer à des activités et s'offrir un soutien mutuel. On

organise des «soirées de jeux» et des pique-niques, ainsi que des rencontres spirituelles et des réunions axées sur des problèmes communs. Les femmes peuvent aussi obtenir à titre confidentiel une aide d'urgence (comme de l'argent, de la nourriture et des vêtements) auprès d'organisations religieuses de la localité.

Le programme Relink de l'Armée du Salut d'Ottawa (Ontario) consiste en une série de séances ayant pour thèmes la sensibilisation au système de justice pénale, le transport, le soutien familial et les compétences parentales, la gestion des activités courantes (le développement des aptitudes cognitives) et l'utilisation de la bibliothèque. Les responsables offrent également une retraite de réinsertion axée sur la réunion des délinquants et de leur famille.

Un autre exemple est le Groupe de travail pour les familles de prisonniers, créé en 1990 pour servir de porte-parole aux familles des détenus des pénitenciers fédéraux de la région de Kingston. La première activité organisée par le Groupe a été un atelier à l'intention des détenus, des membres de leur famille, du personnel correctionnel, des organismes communautaires et du comité directeur du Regroupement sur les besoins particuliers des familles des délinquants. Comme activité de suivi, le Groupe a tenu des ateliers sur le maintien de relations saines dans le couple.

À Winnipeg (Manitoba), la Société John Howard a également organisé des groupes composés d'employés des établissements pénitentiaires, de bénévoles et de parents de détenus et d'ex-détenus pour offrir un soutien aux familles des détenus de la région de Winnipeg. Il s'agit de réparer les dommages que peuvent avoir causés l'activité criminelle et la vie carcérale. L'élément spirituel Il suffit d'observer un peu les groupes qui travaillent auprès des familles des délinquants pour découvrir un grand nombre de personnes qui donnent généreusement de leur temps et de leurs ressources pour que ces familles puissent goûter pleinement la vie et connaître la guérison, la liberté et l'épanouissement. Donner à la famille le pouvoir de se prendre en main et libérer l'esprit : voilà deux éléments d'une action bien conçue et à l'effet durable.

(1)Aumônerie, Service correctionnel du Canada, 340, avenue Laurier ouest, Ottawa (Ontario) K1A 0P9.

(2)RUFFO, A. et COUCHMAN, R. *Familles canadiennes*, Ottawa, Institut Vanier de la famille, 1994, p. iii.

(3)RUFFO et COUCHMAN, *Familles canadiennes*, p. 1.

(4)Exposé en atelier, Conférence nord-américaine sur la famille et le système correctionnel, Québec, 1993. Pour obtenir une transcription des actes de la conférence, prière d'envoyer 10 \$ au Regroupement canadien pour le bien-être des familles des prisonniers(ières), 333, Kingscourt, Kingston (Ontario) K7K 4R4.

(5)ESTRIN, A. A. «Family Support and Criminal Justice», *Putting Families First*, KAGAN, S. L. et WESSBOURD, B., dir., San Francisco, Joey-Bass Publishers, 1994, p. 166.

(6)RUFFO et COUCHMAN, *Familles canadiennes*, p. 1719.

(7)Le Regroupement canadien pour le bien-être des familles des prisonniers(ières) a été organisé sur le modèle du Réseau canadien de l'environnement.